

EXPERTISE FRANCE

# Acteur d'une coopération internationale renouvelée

DOSSIER DE PRESSE

Juin 2021





# Sommaire

## Trois questions à Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France

Où en est Expertise France, cinq ans après sa création ? .....

En 2020, la crise du coronavirus a bouleversé le monde. Quelles leçons pour la coopération technique ? .....

Quels seront les sujets prioritaires pour la coopération technique en 2021 ? .....

## Expertise France en bref

### Renforcer les politiques publiques des pays partenaires au profit des populations

Renforcer la gouvernance démocratique, économique et financière .....

Un rôle clé pour le dialogue démocratique. ....

Pour des politiques publiques efficaces .....

Anticiper les risques, gérer les crises et stabiliser les pays fragiles .....



Crédit photo : Mada Association

Contribuer à un développement durable et inclusif des territoires .....

Agir pour la santé et le développement humain

Santé publique .....

Développement humain .....

## Expertise France : un ensemble de la coopération

La mobilisation des meilleurs savoir-faire. ...

Une agence interministérielle au cœur de la politique de coopération française .....

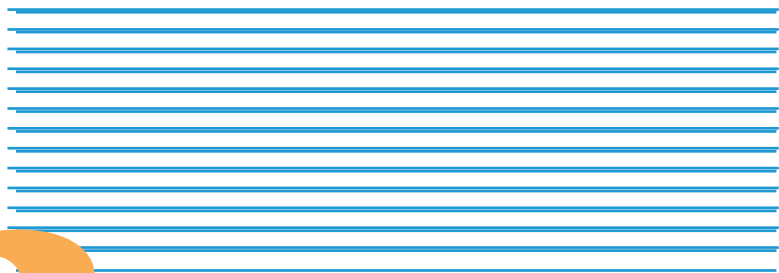
Une relation privilégiée avec les agences européennes .....

Associer le secteur privé et la société civile ..





Crédit photo : Cécilia Nilsson



# 3 questions

à Jérémie Pellet,  
directeur général  
d'Expertise France

## Où en est Expertise France, cinq ans après sa création ?

En cinq ans, Expertise France a déjà vécu plusieurs vies. Nous sommes devenus une agence de taille européenne, reconnue au niveau international, qui jouit d'une grande confiance auprès de ses bailleurs. Nous avons mené plus de 500 projets de développement, dans une centaine de pays, pour un volume d'activité d'environ 250 millions d'euros par an depuis 2019, soit un doublement depuis notre création. Ce succès, nous le devons à notre capacité à développer des projets complexes, répondant à des besoins pluriels : promouvoir l'activité économique des femmes tout en activant des leviers pour libérer les entraves sociétales, travailler sur le contiguum sécurité-gouvernance-développement... Nous pouvons intervenir dans tous les pays, au niveau local ou régional, avec une priorité forte sur les pays les plus pauvres, notamment en Afrique. En 2021, notre activité va s'accélérer grâce à l'intégration au groupe Agence française de développement (AFD), qui nous permettra de proposer des solutions combinant appui financier et assistance technique.

## En 2020, la crise du coronavirus a bouleversé le monde. Quelles leçons pour la coopération technique ?

Cette crise a mis en lumière l'absolue nécessité de disposer d'un réseau d'experts auprès de nos partenaires et d'une capacité d'action directe sur le terrain. Ces moyens humains nous ont permis de réorienter rapidement nos projets pour faire face à une situation inédite. La crise de la Covid-19 a également révélé l'importance de la coopération bilatérale, son agilité, pour aider les pays à mobiliser l'aide multilatérale.

Au printemps 2020, l'agence a ainsi mis à la disposition de ses partenaires français et européens une plateforme d'experts dans le domaine de la santé, un dispositif qui articule urgence et développement dans une approche structurante allant au-delà de la seule réponse face au virus.

## Quels seront les sujets prioritaires pour la coopération technique en 2021 ?

Santé, sécurité, climat, gouvernance, éducation... Les défis sont nombreux. Le climat et la biodiversité seront un enjeu central cette année, avec la tenue de la COP26 sur le climat et de la COP15 sur la diversité biologique, qui devront être à la hauteur de l'urgence. Les inégalités entre les femmes et les hommes seront également au cœur de l'attention, avec la tenue du Forum Génération Égalité qui s'est fixé l'objectif de faire émerger des solutions concrètes.

Sur tous ces sujets, le rôle de la coopération technique sera de renforcer les institutions des États partenaires – c'est-à-dire les administrations centrales, les collectivités locales, la société civile et les organisations internationales et régionales – pour accompagner leur transformation et la montée en compétence de leurs agents afin qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques pérennes au service de leurs populations. Ce travail, Expertise France continuera à le mener aux côtés d'acteurs du Nord et du Sud, en plaçant les échanges de savoir-faire et le dialogue entre pairs au cœur de son action.



# Expertise France, c'est...

Prochainement,  
une filiale de



Un métier :  
la coopération  
technique  
internationale

Données  
2020

Union  
européenne  
46 %

Autres  
8 %

Nations  
unies  
11 %

Des  
bailleurs  
diversifiés

AFD  
12 %

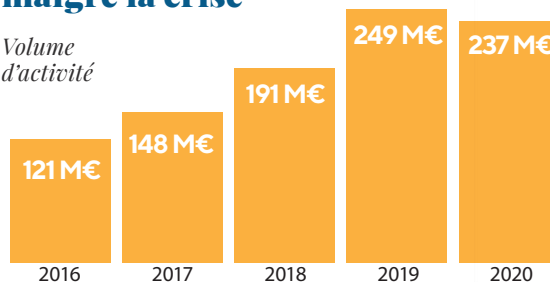
Ministères  
français  
23 %

+ de  
**400**  
salariés au siège

+ de  
**650**  
intervenants  
sur le terrain

## Une activité maintenue malgré la crise

Volume  
d'activité



5%

Amériques

### 1-Recueillir

les besoins de nos partenaires



### 2-Concevoir

des projets sur mesure

### 3-Assembler

l'expertise pertinente



### 4-Renforcer

durablement la qualité des politiques publiques



### 5 - Évaluer et capitaliser

sur l'impact des projets



## Une expertise plurisectorielle



Gouvernance démocratique, économique et financière



Paix, stabilité et sécurité



Climat, agriculture et développement durable



Santé et développement humain



# 500

projets en cours de mise en œuvre dans 100 pays

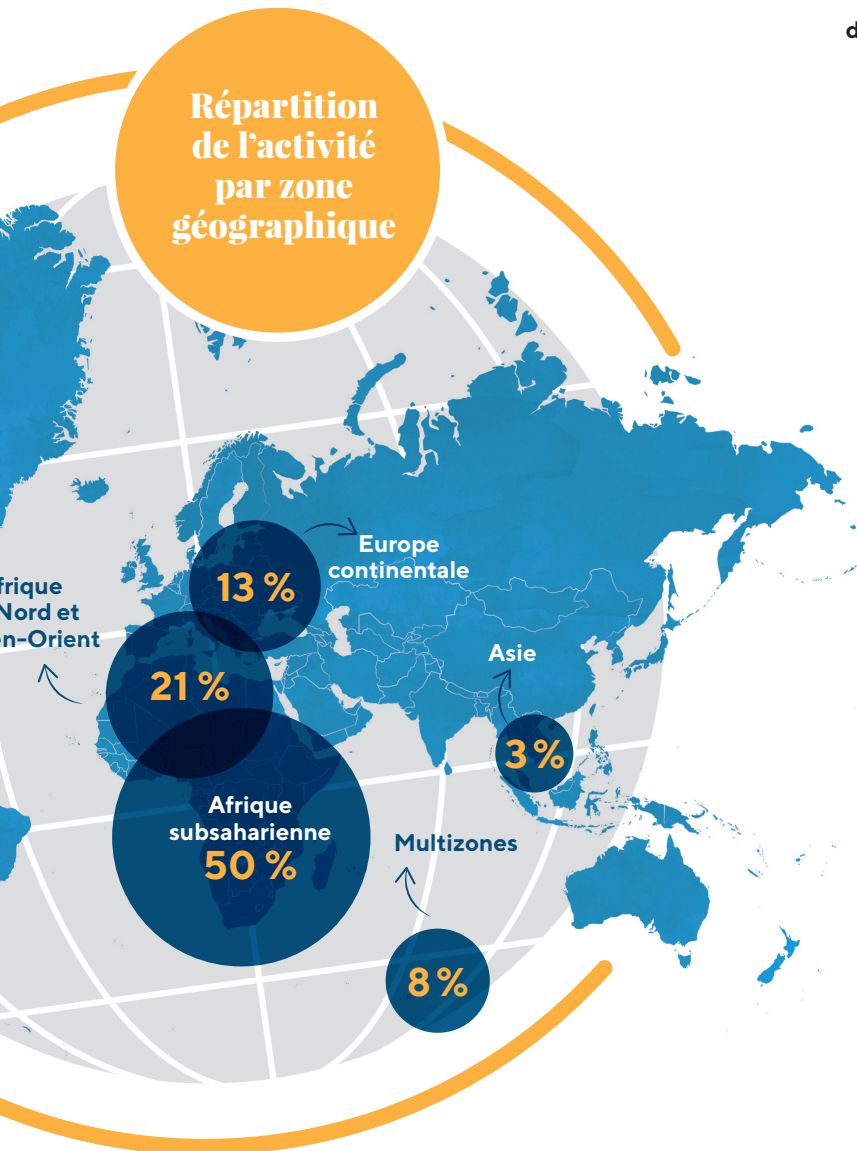


# 76%

des nouveaux contrats signés portent sur l'Afrique



## Répartition de l'activité par zone géographique



# Renforcer les politiques publiques des pays partenaires au profit des populations

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé et développement humain... Elle intervient sur tous les domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

## Renforcer la gouvernance démocratique, économique et financière

Expertise France contribue à développer et à structurer les institutions qui participent au renforcement des processus démocratiques et au développement économique et social.

### Un rôle clé pour le dialogue démocratique

Promouvoir la justice, les droits humains et le pluralisme démocratique ; agir sur le champ global de la migration pour en faire un facteur de développement ; accompagner la réforme de l'Etat, renforcer le pilotage des politiques publiques et soutenir les processus de décentralisation et de déconcentration sont autant d'axes de travail d'Expertise France.

Depuis 2017, l'agence met en œuvre [le volet genre d'EUROsociAL+](#). Son action vise à renforcer les politiques publiques d'égalité de genre dans 19 pays latino-américains, afin de réduire les inégalités femmes-hommes et renforcer la cohésion sociale.

L'agence gère aussi, avec CFI, l'agence française de coopération media, le projet d'appui aux gouvernements ouverts francophones ([#PAGOF](#)) au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Tunisie (2M€/AFD). L'objectif est d'améliorer la transparence de l'action publique et la redevabilité des institutions (via le développement des données ouvertes, en matière budgétaire par exemple) pour renforcer la démocratie et les droits humains et encourager la participation des citoyens à la vie publique.

Co-financé par l'UE et l'AFD, [MEET Africa 2](#) est un projet d'appui à **l'entrepreneuriat innovant des diasporas africaines**, mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec la GIZ (l'agence allemande de coopération). MEET Africa 2 vise à soutenir des entrepreneurs des diasporas africaines dans la réalisation de leur projet d'entreprise, de façon à contribuer au développement économique et à la création d'emplois sur le continent africain. Les entrepreneurs et entrepreneuses qui seront sélectionnés suite à un appel à projets bénéficieront d'un **accompagnement sur mesure** : mise à disposition d'informations, mise en relation avec des acteurs d'appui et de l'accompagnement, coaching et formation, financement d'amorçage... La première édition de MEETAfrica (2016-2019) avait permis d'accompagner 80 projets de création d'entreprises à fort caractère technologique ou porteuse de solutions innovantes, dans les domaines agricole, industriel et des services. MEET Africa 2 (UE/AFD, 2020-2023, 8,5 M€) orientera et accompagnera 1 000 entrepreneurs et financera 170 d'entre eux.

## Soutenir les politiques publiques

Répartition de l'activité d'Expertise France par thématique d'intervention (2020)





## Pour des politiques publiques efficaces

**En matière de gouvernance, les interventions d'Expertise France visent à assurer une collecte juste et efficace des ressources publiques, garantir la bonne allocation et gestion des deniers publics ; améliorer le climat des affaires et l'intégration économique et régionale ; soutenir le renforcement des systèmes nationaux et régionaux de statistiques.**

Opérateur européen de référence en matière de coopération statistique, Expertise France conduit le programme [Pan-African Statistics](#) (UE, 2016-2020, 7,8 M€). Il vise à améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques publiques en Afrique, indispensables à l'élaboration de politiques publiques pertinentes et à l'intégration politique et économique de l'Afrique. Le programme fournit un appui à travers des ateliers ou des missions d'assistance technique, réalisés par des experts en statistiques. Expertise France est également le principal **gestionnaire de jumelages institutionnels européens**, comme par exemple dans les domaines de la gestion des finances publiques au Maroc ou du [renforcement de la direction générale des Douanes](#) en Algérie.

Depuis 2011, la **Libye** connaît une instabilité politique qui pèse fortement sur son économie et sur l'employabilité des jeunes. **Le développement d'un secteur privé dynamique et l'amélioration du climat des affaires représentent des enjeux essentiels pour le relèvement du pays.** Projet emblématique, [SLEIDSE](#) (UE, France, 2016-2020, 8,6 M€) a permis de constituer la plus importante communauté d'entrepreneurs en Libye, avec 120 000 membres actifs, et de leur apporter une expertise technique, des opportunités de mise en réseau et un soutien financier. Expertise France a travaillé à réactiver le Fonds national de garantie, qui facilite l'accès au crédit des entreprises. Elle a également renforcé les capacités des organisations de soutien aux entreprises (CCI et incubateurs) afin qu'elles offrent des services adaptés aux entrepreneurs. D'autres projets de développement économique ont pris le relais de SLEIDSE, dont [RAQAM-E](#) (créations d'écoles de code), [EU4PSL](#) (faciliter l'accès des PME au financement) ou [STREAM](#) (création d'un incubateur, d'un accélérateur et d'un fablab à Tripoli).

## La culture et le patrimoine comme leviers de développement économique et social

«[Tounes Wjhetouna](#)» (Tunisie : notre destination) est un **programme européen d'appui à la diversification du tourisme, au développement de l'artisanat et à la valorisation du patrimoine culturel**. Il répond au souhait des autorités tunisiennes de faire de la modernisation et de la diversification du tourisme un axe prioritaire du plan de développement 2016-2020.

Dans le cadre de ce programme, le projet « [Patrimoine 3000](#) » (UE, 16,4M€) prévoit la rénovation et la modernisation du **musée de Carthage** et un accompagnement pour l'élaboration d'outils de gestion du site archéologique. Une quinzaine de bâtiments remarquables seront aussi réhabilités puis reconvertis en lieux de vie économiquement viables et à fort potentiel social (hôtellerie, musée, usages destinés aux industries créatives, espaces de coworking, etc.). « Patrimoine 3000 » est mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le ministère de la Culture français.

## Anticiper les risques, gérer les crises et stabiliser les pays fragiles

L'action d'Expertise France en matière de stabilisation et de renforcement de la sécurité s'inscrit dans la logique du contiguum sécurité-gouvernance-développement. Elle s'articule autour de **trois axes clés** :

- 1** La prévention et la gestion des crises ainsi que l'assistance directe aux populations. Au Liban, Expertise France participe [programme QUDRA](#), destiné à **renforcer la résilience des pays accueillant des réfugiés des crises syriennes et irakiennes**.
- 2** La lutte contre les menaces globales (insécurité maritime, risques environnementaux, trafics, crime organisé transnational, blanchiment...). Par exemple, via le projet [WeCAPS](#) (UE, 8,5 M€), Expertise France contribue au **renforcement de la sécurité portuaire en Afrique de l'Ouest et centrale**. Infrastructures vitales pour l'économie de la région, les ports présentent des vulnérabilités (menaces, risques industriels, etc.) WeCAPS appuie le renforcement de la sûreté des installations, de la gouvernance portuaire et de la sécurité civile.
- 3** La sécurité et le maintien de la paix, en rétablissant les conditions nécessaires à la redynamisation socio-économique durable des régions affectées par les conflits.

Pour soutenir le relèvement du pays, Expertise France met en œuvre [le projet de désenclavement des régions en République centrafricaine](#) (Fonds Bêkou-UE/France, 8,8 M€). Ce projet vise à réhabiliter des infrastructures de transport via l'installation de ponts métalliques dits « Bailey ». En facilitant la circulation sur le territoire, ces ponts favoriseront la relance économique et permettront d'appuyer le redéploiement des services publics dans le pays. A ce stade, 11 ponts ont été installés (16 prévus d'ici la fin du projet). Fin 2020, l'agence a lancé un nouveau projet d'appui au redéploiement de l'Etat et des services essentiels (AFD, 2020-2024, 10 M€).

L'ouverture des frontières et le développement des nouvelles technologies complexifient la lutte contre la criminalité organisée (trafics, blanchiment, cybercrimes, etc.) et nécessitent une coordination accrue des états. Lancé en 2017, le programme [EL PAcCTO contribue à lutter contre le crime transnational organisé dans 18 pays d'Amérique latine](#) (UE, 22,4M€). En 2019, EL PAcCTO a mené de nombreuses actions concrètes comme la création du centre de coopération policière de Paso Canoas, à la frontière entre le Costa Rica et le Panama, qui rassemble des policiers et agents frontaliers des deux pays. Six mois après son ouverture, le centre a déjà permis de procéder à 200 interpellations. À l'échelle régionale, EL PAcCTO travaille à la création d'équipes communes d'enquêtes (magistrats et enquêteurs), inspirées des *joint investigation teams* européennes. Enfin, en 2019, a été constitué un réseau spécialisé dans la lutte contre la criminalité environnementale. Le réseau Jaguar réunit une quinzaine de polices européennes et latino américaines et a déjà participé à onze enquêtes internationales.

## Contribuer à un développement durable et inclusif des territoires

Expertise France accompagne ses partenaires dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques durables dans le domaine du climat, des énergies, de l'agriculture, de la biodiversité, des ressources naturelles, de la planification territoriale et de l'accès aux services urbains.

Expertise France accompagne les pays et les villes partenaires afin d'intégrer les **enjeux climatiques** dans leurs politiques et leurs programmes, contribuant ainsi aux objectifs de l'Accord de Paris. Expertise France propose un appui dans trois domaines : stratégies climat, aménagement durable des territoires et gouvernance climat inclusive. Expertise France participe, par exemple, à la mise en œuvre du programme européen [EUROCLIMA+ qui accompagne 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique](#).

L'agence accompagne également la définition et la mise en œuvre de stratégies en matière de développement agricole et de **gestion des ressources naturelles**, défis majeurs aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. C'est le cas par exemple du projet [Rethinking Plastics – Circular Economy Solutions to Marine Litter](#) (UE/Allemagne, 10M€), qui appuie sept pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est avec deux objectifs : la réduction des déchets plastiques et des déchets marins et la transition vers une économie circulaire. Expertise France est responsable de la mise en œuvre au Vietnam, où l'agence accompagne par exemple la mise en place de filières REP (responsabilité élargie des producteurs). Dans le domaine de la **biodiversité**, Expertise France met également en œuvre les projets [Post-2020 Biodiversity Framework-EU Support](#) (UE, 4,5 M€) et [BIODEV2030](#) (AFD, 10 M€).

L'agence soutient l'élaboration de politiques énergétiques favorisant **l'accès à une énergie durable** pour tous et accompagne les pays partenaires dans l'amélioration de leurs cadres légaux et réglementaires en matière énergétique. C'est le cas par exemple en Côte d'Ivoire, où Expertise France met en œuvre le projet [ECLER IVOIRE](#) (UE, 10,7 M€), qui contribue au développement des énergies renouvelables en zone rurale et à promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics.

Lancé en 2017, le projet [GCCA+ Afrique de l'Ouest](#) appuie la CEDEAO et le CILSS (Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel) dans l'application de l'Accord de Paris sur le climat (UE, 2017-2021, 12,1 M€). Il vise plus particulièrement à renforcer les capacités des deux institutions et à faire émerger des solutions de terrain innovantes pour renforcer la résilience des acteurs agricoles et ruraux face aux changements climatiques.

Le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest prévoit notamment d'améliorer l'information sur l'impact du changement climatique, d'augmenter l'offre de formations diplômantes, de favoriser l'accès à la finance climat et de financer des projets innovants en matière d'agriculture familiale.

## Agir pour la santé et le développement humain

### Santé publique

**L'agence dispose d'une notoriété internationale en matière de santé publique. Elle intervient sur le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, d'Onusida, de l'Union européenne et sur crédits français, dans la lutte contre les grandes pandémies, en appui au renforcement de la santé reproductive, maternelle, néo-natale et infantile, de l'hygiène hospitalière et de la sécurité des soins.**

Son expertise a notamment permis à l'agence, en pleine crise sanitaire, de lancer, dans le cadre de l'initiative « Covid-19 – Santé en commun » du groupe AFD, une [plateforme](#) qui apporte, via son réseau d'experts en France et sur le terrain, un appui technique aux autorités sanitaires de pays vulnérables. Concrètement, via ses points focaux sur le terrain, Expertise France fournit aux autorités sanitaires des pays partenaires et aux acteurs de l'Equipe France des informations pertinentes et vérifiées sur la Covid-19 et la gestion de crise sanitaire. Elle mobilise aussi l'expertise française disponible, sur le terrain et à distance, en vue de conseiller les pays partenaires dans leur gestion de la crise.

Depuis 2011, Expertise France gère [L'Initiative](#), contribution indirecte de la France au Fonds mondial de **lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** (MEAE, 38,8M€/an). Principalement destinés aux 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et aux pays francophones, son objectif est d'accélérer l'accès et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. Pour y arriver, elle agit selon trois modalités : expertise technique auprès des partenaires pour faciliter l'accès aux ressources du Fonds mondial ou en assurer la mise en œuvre,

financement de projets catalytiques qui font évoluer les pratiques ou les politiques de santé (renforcement des systèmes de santé, populations clés) et le soutien à la recherche opérationnelle qui traduit les recommandations scientifiques en politiques publiques.

Expertise France gère le projet [MPACOS](#) (AFD, 2019-2021, 4M€) destiné à améliorer la disponibilité et l'utilisation des **services de santé maternelle, néonatale, infantile, de santé sexuelle et reproductive et de planification familiale au Tchad.**

Alors qu'il enregistre une des mortalités maternelle et infantile les plus élevées du monde, le Tchad a adopté une Politique nationale de santé (PNS) qui place la santé du couple mère-enfant au centre de toutes les interventions. Dans ce contexte, MPACOS vise à : renforcer la gouvernance et le système de santé (capacités des administrations sanitaires en gestion, en planification et en coordination et plus grande participation des acteurs décentralisés), améliorer l'offre de soins en santé maternelle, néonatale et infantile et en santé sexuelle et reproductive ainsi que la planification familiale et améliorer la demande en matière de soins (connaissances des communautés sur les services disponibles, les signes de dangers et l'importance du recours aux soins).

### Développement humain

**Expertise France accompagne les pays partenaires dans un large spectre de domaines : définition et pilotage de politiques nationales d'éducation et de formation professionnelle, d'insertion socio-professionnelle et d'emploi, mise en place des socles de protection sociale, développement de mécanismes de prévoyance collective, promotion de politiques d'inclusion sociale.**

A la tête d'un consortium d'agences de coopération, Expertise France a obtenu en 2016 la gestion de [SOCIEUX+](#), une **facilité d'expertise en emploi, travail et protection sociale** financée par l'Union européenne. Via des missions de court terme et à la demande des pays partenaires, des experts publics européens conseillent leurs homologues de pays à revenu faible et intermédiaire (Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient et Asie) en matière de politiques d'emploi et de protection sociale efficaces et pérennes.

Dans les régions frontalières au **nord du Burkina Faso**, Expertise France accompagne les autorités locales et les organisations de la société civile pour former et **accompagner les jeunes et les femmes vers l'emploi**. Ce projet, « **Territoires créateurs d'emploi** » (AFD, 5 M€), vise à former 60 personnes (dont 50% de femmes minimum) et à accompagner au moins 1 000 entreprises. Il fait suite à un précédent **programme d'appui à l'emploi au Burkina Faso** (UE, 7 M€) qui a proposé des formations professionnelles et un accompagnement à la création d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes dans des régions sujettes à l'instabilité (Nord, Sahel, Boucle du Mouhoun). Au total, 10 000 jeunes et femmes de ces régions ont bénéficié d'une formation technique courte et certifiante, dans des secteurs porteurs pour les économies locales tels que l'agriculture ou l'artisanat, et/ou été accompagnés dans la création d'une entreprise pérenne.

De 2018 à 2020, Expertise France a assuré la gestion d'un jumelage Maroc-Union européenne pour le compte du ministère des Solidarités et de la Santé français (UE, 1,05M€). L'initiative était consacrée au **renforcement de la gouvernance de l'Agence nationale d'assurance maladie (ANAM) et au suivi de la couverture médicale de base au Maroc**, que le gouvernement s'est engagé à étendre à toute la population. Avec l'appui des experts français mobilisés, l'ANAM a identifié les champs d'intervention les plus pertinents à cibler. L'ANAM a ensuite formalisé sa stratégie 2020-2024, qui prévoit notamment l'extension de la couverture médicale de base, l'élaboration de mesures de maîtrise médicalisée des dépenses, la mise en place d'un système d'information global et interconnecté ainsi que la refonte du dispositif réglementaire régissant la couverture médicale de base.





Pour contribuer à réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile au Tchad, Expertise France mise sur le dialogue entre pairs





# Expertise France : un ensemble de la coopération

**E**xpertise France est un acteur clé de l'aide publique au développement française. Sa spécificité est de placer l'échange de savoir-faire et le dialogue entre pairs au cœur de son action. C'est en collaboration avec ses partenaires, et en s'appuyant sur des experts du Nord et du Sud, que sont conçues et mis en œuvre des projets aux solutions innovantes et adaptées aux besoins locaux et régionaux. L'approche partenariale permet d'inscrire les actions dans le temps long. Co-construites, elles pourront se poursuivre à l'issue des projets.



**PARTENARIAT**



**DURABLE**



**SUR MESURE**

## La mobilisation des meilleurs savoir-faire

Pour mener à bien sa mission, Expertise France place le transfert de savoir-faire au centre de son action. Elle puise dans un **vivier d'experts** issus de la fonction publique française, d'acteurs des politiques publiques du Nord et du Sud ou encore de l'expertise privée ou de la société civile. Expertise France mobilise ces experts sur le terrain dans le cadre de projets de coopération technique pour **identifier, accompagner et conseiller** la mise en œuvre de solutions innovantes, adaptées aux besoins locaux et régionaux.

Le **tissu de partenaires publics** offre à Expertise France un avantage comparatif certain qui lui permet de répondre efficacement aux besoins d'assistance technique des pays et des administrations.

Les exemples sont nombreux : mobilisation d'experts de l'**INSEE** pour renforcer l'Institut de statistique de l'Union africaine (**STATAFRIC**) et ceux de pays à l'est de l'Union européenne (**programme STEP**) ; des **CHU français** (comme l'AP-HP ou les CHU de Poitiers et Bordeaux) pour améliorer la santé maternelle au Tchad (projet **PASST2**) ; de la **direction générale des Finances publiques** en Guinée (projet **PACCAF**) ou en Mauritanie (projet **PAGEFIP**) ; appel à l'expertise de **Pôle emploi** en Côte d'Ivoire afin de restructurer l'agence locale pour l'emploi des jeunes à Abidjan ; etc.

## Une agence interministérielle au cœur la politique de coopération française

Seule agence interministérielle de coopération technique en France<sup>1</sup>, Expertise France occupe une **position pivot parmi les acteurs de la coopération française**. Cette position a été renforcée par l'arrivée des équipes de Justice Coopération Internationale (JCI) fin 2020.

Au-delà de l'activité de coopération au développement menée pour le compte du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et des ministères économiques et financiers, l'agence est l'opérateur en matière de coopération internationale de nombreux ministères, en particulier des ministères sanitaires et sociaux, du ministère de la Transition écologique ou encore du ministère de la Culture. Elle assure notamment, pour le compte des administrations et autres acteurs publics, la mise en œuvre de 15 jumelages institutionnels européens.

<sup>1</sup> Placée sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Économie, Expertise France a été créée le 1er janvier 2015, de la fusion de six opérateurs français de la coopération technique internationale.

En 2021, Expertise France intégrera le groupe Agence française de développement (AFD). Ce rapprochement contribuera à renforcer l'impact de la politique française d'aide publique au développement puisqu'elle sera en capacité de proposer à ses partenaires des solutions combinant appui financier et assistance technique. Cette intégration se traduit déjà par un nombre croissant de projets menés en commun, avec l'ambition qu'Expertise France y consacre 30% de son activité.

Expertise France travaille également avec les autres opérateurs et institutions publiques actives à l'international (France Education International, CFI, l'ENA, l'IRD, le CIRAD, Bpifrance, etc.) et le réseau diplomatique français. Ce rapprochement prend la forme de coopérations dans le cadre de projets, de coordination et d'échanges de bonnes pratiques.

## Une relation privilégiée avec la « Team Europe »

L'Union européenne est un partenaire majeur pour Expertise France, qui réalise la moitié de son activité sur financements communautaires. L'agence s'implique notamment dans des programmes de coopération européens, comme EL PAcCTO ou EUROsociAL+, qui visent à favoriser le partage de bonnes pratiques et le développement d'outils communs entre les États pour apporter une réponse efficace aux enjeux transnationaux.

Expertise France entretient un partenariat privilégié avec les principales agences européennes, en particulier la GIZ (Allemagne), la FIIAPP (Espagne) et Enabel (Belgique), et participe activement aux différents réseaux d'opérateurs européens, tel que le [Practitioners' Network](#).

## Associer le secteur privé et la société civile

En fonction des besoins identifiés et des activités à mettre en œuvre, l'agence peut mobiliser les savoir-faire du secteur privé, de la société civile et du monde de la recherche. Expertise France a par exemple signé une convention de partenariat avec le Groupe Initiatives et avec Coordination SUD. Dans le cas de projets qui combinent assistance technique et fourniture de biens, services et travaux, Expertise France, mandatée par des bailleurs ou des pays partenaires, supervise la réalisation d'activités confiées à des entreprises – par exemple en matière de réhabilitation de bâtiments ou de fourniture d'équipements.



Credit : SOCIÉUX+



40 Boulevard de Port-Royal 75005 Paris  
[www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)

CONTACTS PRESSE  
[presse@expertisefrance.fr](mailto:presse@expertisefrance.fr) | +33 (0)6 46 36 45 70